

Deux études sur la vie politique et économique de la commune (1848-1964)

I

QUELQUES ASPECTS DE LA VIE D'UNE COMMUNE MONTAGNARDE AU COURS DE LA SECONDE MOITIÉ DU 19^e SIÈCLE

par Fernand DESLARZES

Les contextes suisse et valaisan

Amené à tirer, de la lecture de ces documents à la fois fidèles et circonscrits que sont les protocoles municipaux, des éléments qui permettraient de connaître un peu mieux le mode d'existence de nos proches ancêtres du siècle dernier, il me paraît utile de situer ces épisodes dans leur environnement historique.

Le 19^e siècle, plus précisément sa deuxième moitié, c'est, pour ceux d'entre nous qui avons dépassé la cinquantaine, l'époque où naquirent nos grands-parents. Le nom de tels personnages qui occupaient l'avant-scène est encore dans nos mémoires.

1848 : étape capitale de notre histoire ! Notre pays, après les péripéties tumultueuses de l'Empire et de la Restauration, soigne ses meurtrissures et trouve son identité. Sa Constitution, venant après celles de 1798, 1802, 1815, est la seule qui puisse être définie, par son origine et son contenu, comme véritablement suisse. Elle apporte des progrès inestimables : l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, le droit d'association et de libre établissement... Elle prescrit de bienfaisantes unifications. Son impact sur les divers cantons conduit ces derniers à se donner des institutions plus démocratiques. Une ère de redressement et de relative prospérité semble s'instaurer, non sans peine d'ailleurs.

Le Valais, quant à lui, connaît un demi-siècle particulièrement mouvementé. Après la poussée de fièvre des années 40 et l'intermède malheureux du SONDERBUND, qui épuise les finances du canton et compromettra pour longtemps la paix religieuse, l'instauration du régime radical (1847-1857) apporte, à côté de réalisations positives, son lot de mesures vexatoires : sécularisation des biens ecclésiastiques, discrimination frappant le clergé... Le conflit ne sera résolu qu'après de longues et laborieuses tractations (concordat 1881). L'épisode de la 1^{ère} BANQUE CANTONALE DU VALAIS (1856-1870) se termine lamentablement. La faillite de cet organisme, qui devait promouvoir un certain essor économique, accroît encore la dette du canton et porte atteinte à son crédit.

L'agriculture, qui constitue la principale ressource de la population, (le secteur primaire couvre le 75 % des activités) est d'un maigre rapport. Elle ne nourrit pas son homme, si l'on en juge par le rythme élevé des émigrations (plus de 4000 entre 1850 et 1870). Les pratiques agricoles demeurent routinières, l'appui officiel fait défaut ; la population paysanne est en butte à des calamités de tout genre : inondations, gelées printanières, incendies (500 bâtiments détruits de 1857 à 1867), épidémies (choléra de 1867)... Ce n'est guère qu'au cours du 3^e quart de siècle que l'effort conjoint des sociétés d'agriculture et des pouvoirs publics (l'école d'Ecône date de 1892), offre des possibilités de perfectionnement agricole.

Pourtant, dès 1850, l'idée de l'assainissement de la plaine fait son chemin. En 1862, le Grand Conseil déclare d'utilité publique la correction et l'endiguement du fleuve. A la fin de l'année 1880, plus de 6800 hectares de terres sont ainsi livrées à l'agriculture. Mais la facture est élevée. La Confédération et l'Etat ne prennent à leur compte qu'une partie des frais. Les 56 communes intéressées se partagent plus de 4 millions de francs.

La réalisation, par étapes, de la voie ferrée Bouveret-Brigue (1859-78) rompt l'isolement du canton et incite à la création de routes carrossables reliant les vallées latérales à la plaine.

Le val d'Entremont est même le théâtre d'un projet grandiose : un tunnel sous le col de Menouve, au Grand-Saint-Bernard.

Hélas ! après le percement d'une vingtaine de mètres côté suisse, l'entreprise échoue, faute de moyens.

Parler des voies de communication, c'est évoquer la possibilité d'un certain essor économique : commerce, tourisme, industrie... De fait, le développement de ces sources de revenus fut assez modeste au siècle dernier. Notons cependant l'implantation d'une vingtaine d'industries, occupant un total de quelque 600 ouvriers au cours de sa dernière décennie. Ajoutons à cela l'attribution d'une quinzaine de concessions hydrauliques.

Le canton commence à s'ouvrir au tourisme. L'exploit de WHYMPER au Cervin date de 1865.

En 1895, la CAISSE HYPOTHÉCAIRE ET D'ÉPARGNE, ancienne dénomination de notre actuelle BANQUE CANTONALE, fondée cette fois sur des bases éprouvées, restaure le crédit qu'avaient entamé les mécomptes de la première tentative bancaire.

Une ombre au tableau : l'instruction publique demeurée extrêmement médiocre malgré les déclarations d'intention du Gouvernement et des lois scolaires, malheureusement inappliquées. Inertie d'une population vouée à l'agriculture et considérant l'instruction comme un ornement superflu ? Pendant longtemps, la scolarité de certaines communes n'excède pas 2 à 3 mois par an, et encore les enfants ne fréquentent-ils l'école que par intermittence... Certes, la création d'écoles moyennes (la Grande Ecole de Bagnes date de 1765) dénote-t-elle un intérêt particulier manifesté par une partie de la population. Mais il faut bien préciser que ces écoles ne sont ouvertes qu'aux seuls garçons. Les épreuves de maturité révèlent d'autre part la mauvaise qualité de l'enseignement supérieur donné par nos

collèges classiques. Seule une élite est en mesure de fréquenter les Universités de Suisse ou de l'étranger. L'école de droit de Sion, qui déploya son activité tout au long du 19^e siècle, permit au Valais de faire son plein de notaires et d'avocats. En 1891, il y avait dans notre canton 1 avocat/notaire pour 80 personnes aptes à signer...

La Constitution fédérale de 1874, stipulant que *les cantons pourvoient à l'instruction publique, qui doit être suffisante*, imposa naturellement une amélioration générale de l'enseignement, par l'institution surtout des examens fédéraux des recrues, épreuves qui révélèrent les insuffisances du niveau scolaire valaisan. Pendant plusieurs années en effet, nos recrues occupaient les derniers rangs. L'amour-propre cantonal en fut blessé... et heureusement stimulé.

Il est somme toute assez vain de prétendre dresser une liste, même succincte, des personnages qui illustrèrent la vie politique de notre canton, les vrais acteurs n'étant pas toujours ceux qu'éclairent les feux de la rampe.

Quelques noms s'inscrivent néanmoins en gros caractères, au cours de cette seconde moitié du 19^e siècle : MAURICE BARMAN, ALEXIS ALLET, HENRY DE TORRENTE, ALEXANDRE SEILER, HENRY BILLEY...

De diverses études relatives à la période citée, extrayons les conclusions liminaires suivantes :

Le Valais du 19^e siècle est un pays profondément attaché à ses convictions religieuses, au fédéralisme, aux institutions démocratiques. Mais, situation paradoxale, ces professions de foi n'empêchent nullement la floraison d'oligarchies politiques, qui occupent très longtemps le pouvoir, et le transmettent au besoin à leurs parents ou à leurs amis.

Les récits ne manquent pas, certes, qui seraient de nature à nous faire revivre, par fragments au moins, le quotidien de nos arrière-grands-parents. Nous pourrions consulter les journaux de l'époque, les minutes de notaires, les extraits de jugements, de correspondance, les relations d'événements de tout genre...

Nous nous sommes limités à compulser ces documents certes précis mais plutôt laconiques, que sont les protocoles des séances des conseils municipaux. On n'y trouve pas, bien sûr, une histoire toute faite de la vie communale. Comble de prudence ou de discrétion : on n'y discerne aucune allusion aux événements qui secouent le pays : les changements de régime, les déboires spectaculaires de la BCV, les bruits de mobilisation lors de l'affaire dite de Neuchâtel (1856) et de la guerre franco-allemande (1870)... Sagesse ou courte vue ? Ce petit monde autarcique paraît indifférent ou presque aux trépидations de la planète. A l'instar du cordonnier qui, selon la maxime latine, ne devrait s'inquiéter que de sa chaussure, nos braves conseillers paraissent limiter leur intérêt à la portion de territoire que la volonté populaire a désignée à leur administration.

Mais le compte rendu des débats permet de reconstituer de larges aspects de la vie baignarde.

Une pauvreté endémique

De ces pages de protocoles se dégage, à part le pittoresque de telles prescriptions, ordonnances ou interdictions, le tragique de certaines situations poignantes. N'en déplaît aux amateurs de poésie bucolique, la vie pastorale de nos vallées montagnardes était extrêmement dure. Une pauvreté, souvent voisine de la misère, de laquelle émergent, çà et là, de rares privilégiés.

Le conseiller P.-Ant. DELEGLISE expose l'état de pauvreté de la famille Jos. BITTEL, des Vernays, récemment décédé. Il réclame une collecte à l'église en sa faveur.

Cyprien B. de Montagnier sollicite du Conseil une déclaration que son fils Jean se trouve actuellement dépourvu de fortune et par conséquent dans la classe des pauvres.

Victoire M. du Cotterg demande une collecte pour l'assister, vu son état de pauvreté. Le Conseil lui accorde un subside de 2 à 3 francs, qui sont entre les mains du Comité de bienfaisance.

Il est aussi accordé une collecte à Justin T. du Sappey pour l'assister dans l'extrême misère où il se trouve. Cependant, cette collecte ne se fera que dans quelques jours, attendu qu'il y en d'autres qui doivent se faire avant celle-ci.

M. le conseiller Basile GAILLAND rapporte qu'il a accordé quelques bois morts à Félicité M., vu sa pauvreté.

François S. sollicite le rabais d'un franc pour le feu, vu sa pauvreté.

Il y en a ainsi des dizaines...

L'exercice de la mendicité, en dépit d'un arrêté cantonal (1850) paraît se jouer de toutes les interdictions.

M. le Président invite les membres du Conseil à prévenir les pauvres de leur section à ne pas s'aventurer à mendier, si ce n'est dans les villages qui leur ont été désignés. »

A deux reprises, au moins, à 15 ans d'intervalle, la commune édicte des prescriptions touchant la mendicité :

« La mendicité est interdite à tous ceux qui n'en auront pas obtenu la permission du Conseil, sous peine d'être poursuivis par le sergent de police et de subir quelques jours de détention. »

Les conseillers de chaque quartier dresseront la liste de toutes les familles pauvres, divisées en 4 classes : la 1^{ère} comprendra les pauvres familles qui méritent l'aumône publique. La 2^e comprendra les pauvres familles qui appartiennent à des parents aisés, lesquels devront les secourir. La 3^e comprendra la classe paresseuse, laquelle devra être astreinte par des mesures rigoureuses de police, à gagner sa vie par le travail. La 4^e comprendra les personnes qui ne peuvent se procurer une subsistance elles-mêmes, quoiqu'elles possèdent suffisamment de biens... (dispositions antérieures à 1848).

Le Comité de bienfaisance est chargé de faire répartir entre leurs parents (jusqu'au 4^e degré) les pauvres de la commune pour être nourris, habillés et convenablement éduqués.

Les mendiants qui n'auront pas de parents capables de venir à leur secours pourront être placés chez les particuliers les plus riches de la commune, ou recevoir des prestations à domicile, selon la convenance ou la position des familles... (1853).

Il arrive que les pouvoirs publics manifestent un certain agacement : *« Le Conseil s'occupe de la classification des pauvres de la commune qui ont droit à la bienfaisance publique. Aucune décision n'est portée sur la proposition de M. GAILLAND, tendant à faire connaître au public, par voix de criées, quelles sont les personnes avantagées par cette utile institution. »* (21.05.1871).

« MM. les préfets déclarent qu'il y a peu de pauvres dans la vraie acception du mot, que, par contre, il y a trop de fainéants qui sont heureux de profiter du labeur de leur prochain. La mendicité dans les maisons se pratique généralement dans tout le canton. L'on sait que c'est contraire à la loi ; l'on n'entend cependant pas de plaintes. Mais ce que nos autorités communales ne doivent pas tolérer, c'est la mendicité sur les routes et autres lieux où l'étranger est parfois assailli et incommodé. » (Rapport de Gestion du Grand Conseil, 1887)

Mais il n'y a pas que les nécessités locales à soulager. D'un peu partout, les appels affluent. On recourt à la collecte publique en faveur des incendiés de Chamoson, de Mase, de Collombey, de Chippis, de la Garde, de Turtig, de Gampel, de Grône, d'Evolène, de Troistorrents, d'Arbaz, d'Ayer, de Produit, de Glaris même, des inondés d'Illarsaz, de Suisse orientale et du Midi de la France. Les gens donnent ce qu'ils peuvent : des pains de seigle, du vacherin, de la viande, des mesures de blé (seigle), de froment et de fèves, très peu d'argent sonnante, des pièces d'habillement, des draps de lit, des couvertures, et parfois des objets divers : quenouilles, sonnettes, etc.

Il arrive aussi que Bagnes doive solliciter l'aide extérieure pour secourir ses propres sinistrés. L'incendie de Versegères (1889) en fut une occasion, entre autres.

« Le Département de l'Intérieur informe la commune que, vu les ressources minimales procurées aux incendiés par les collectes, la demande d'abandonner en leur faveur le produit de la collecte faite à Bagnes pour Gampel, est admise. Le Conseil d'Etat a voté une nouvelle allocation de 500 francs. » (Juin 1891)

Le 6 juillet, une somme de 1000 francs est versée par l'Etat *« pour acompte des expropriations des bâtiments à Versegères. »*

Mais l'administration communale garde la tête froide :

« M. le conseiller FELLAY relate que BESSARD Georges de Versegères a coupé une plante sans autorisation, et consulte le Conseil si le garde doit lui dresser procès-verbal, vu qu'il a été incendié et que les bois seront appliqués à la reconstruction. »

Le Conseil décide qu'il y a lieu de dresser procès-verbal (17.08.90).

Les procès-verbaux ? Ils tombent dru sur le pauvre et le moins pauvre, et les victimes, avant de s'exécuter, n'ont que la ressource d'implorer l'indulgence de l'honorable Conseil. Aussi, ce dernier passe-t-il chaque

semaine une bonne partie de son temps de séance à se prononcer sur l'opportunité de réduire des amendes, amendes encourues pour des délits fort divers, les plus fréquents étant des délits de bois.

« *Amende réduite à 15 ct. pour François ROSERENS de Bruson, attendu que ce bois est de très petite valeur, et à 1 franc 50 pour Frédéric MEX de Sarreyer, pour litière dans la forêt de l'Arbaray.* » (1858)

« *Vu la pauvreté des amendés, le Conseil décide la réduction de l'amende du garçon Ceillet jusqu'à 2 francs avec 2 manœuvres, et la remise de celle du fils COLLOMBIN ; ce dernier fera une manœuvre au cimetière.* » (1858)

« *G. BRUCHEZ de Villette est libéré de l'amende encourue pour un ban de police en passant par les champs des Planchamps, attendu qu'il se justifie que le délinquant n'a traversé que des champs non imponctués.* »

« *L'amende encourue par Camille FELLAY de Champsec pour avoir fumé la pipe dans une grange est réduite à 3 francs.* » (1858)

« *BESSE Julien de Versegères fait observer que c'est à tort qu'on lui a fait un ban pour avoir coupé des chardons sur la montagne de Mille. Il déclare qu'il les a pris sur les communaux et non sur la montagne.* » (1864)

« *BESSE Angelin de Prarreyer se recommande à l'indulgence du Conseil pour une amende qu'il a encourue pour avoir ramassé de la mousse.* »

« *Et BRUCHEZ Louis, du même village, pour avoir fait trotter sa monture sur le pont du Châble.* » (1884)

« *PACHE Pierre-François de Bruson pour avoir arrêté l'eau du torrent de Proffray le 29 juin dernier.* » (1870)

« *MICHELLOD François de Médières, pour avoir proféré des injures verbales envers le garde.* » (1872)

« *FIEZ Louis du Châbles, pour être entré dans une grange avec sa pipe sans couvercle et avoir injurié la police sur les observations faites.* »

La réclamation prend parfois un tour ironique :

« *GARD Etienne de Champsec et MASSON André du Frignoley ne peuvent s'expliquer l'honneur d'avoir été pris à l'amende pour avoir fait paître leur troupeau au mayen du Rosay, là où tant d'autres bergeries paissaient en même temps.* » (1873)

Il arrive que le délinquant encoure une peine particulièrement sévère.

« *M. le Président fait connaître au Conseil que le sieur Jean-Maurice BESSE du Cotterg, qui a été puni d'une amende par le Tribunal de district et, partant, privé de ses droits politiques pour avoir enlevé en 1845 un morceau de bois qui ne lui appartenait pas, et désirant être réhabilité dans ses droits, sollicite une recommandation du Conseil pour faire une demande au Grand Conseil dans sa session prochaine.* » (1858)

La Commune elle-même n'est pas à l'abri des contraventions.

« *Il est donné lecture d'une lettre du Département de l'Intérieur annonçant une amende de 20 francs contre la commune, pour n'avoir pas fait une 2^e inspection phylloxérique cet été.* » (1883)

Une autre lettre du même Département informe que « *la Commune est amendée de 225 francs pour n'avoir pas présenté au concours de l'année 1889 un nombre suffisant de taureaux qualifiés, suivant les art. 1 et 2 de la Loi sur l'amélioration du bétail.* »

Les finances publiques sont de nature à faire rêver nos modernes boursiers municipaux :

PROJET DE BUDGET POUR 1860

Recettes :	6030.74
Dépenses :	<u>4736.34</u>
Boni :	1294.40

Et voici le détail de ce Budget :

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Taille des forains	178.—	Minage (ponts, digues)	100.—
Taille sur le bétail	2000.—	Maçonnerie »	200.—
Location Chermontane	535.—	Répar. pont de Merdenson	60.—
Location Louie	260.—	Expropriation route	
Carrières à fourneaux	40.—	(Villette-Pierre-Grossa)	200.—
Location tine des sels	117.—	Expropriation Etiez	718.39
Location halles, creux		Reliure rôles	70.—
à terreau et caves	13.—	Imprévus	200.—
Intérêt fabrique église	116.—	Impôt à l'Etat	190.—
Intérêt vicariat	266.24	Frais maréchaux	100.—
Divers intérêts	13.—	Frais gardes	325.—
Martelage	200.—	1/3 des amendes	70.—
Amendes	200.—	Salaire insp. du bétail	100.70
Troncs de l'église	50.—	Parades militaires	80.—
Mine du Vacheret	800.—	Police des foires	25.—
Recettes diverses	200.—	Entretien alpages loués	80.—
Parts des communes		Frais du culte	1040.—
du district (routes)	633.—	(grain, offices, prieurs,	
Redus des communes		bénéfices chap. et vic.	
(routes)	349.50	procureurs, sonnetier,	
		organiste, marguilliers,	
		rogations...)	
		Administration	800.—
		Intérêts dus à des tiers	132.—
		Frais de recouvre	15.25
		Salaire serg. police	40.—
		Complément de salaire	
		2 ^e régent Gde Ecole	90.—
		A commune Orsières et	
		Sembrancher (route)	100.—
	<u>6030.74</u>		<u>4736.34</u>

Budget extraordinaire : Recettes 3980.—
Dépenses 2323.85 Boni : 1656.15.

Détail recettes : Imposition fortune 10 % 2500.—
Ménages : $800 \times 0,35$ 280.—
Part de l'Etat routes 1200.— 3980.—

Détail Dépenses : Intérêt dette envers l'Etat : 796.—
Réparat. église et bancs 1000.—
Refonte cloche 1500.—
Frais de recouvre 27.85 2323.85

Dette de la commune envers l'Etat du Valais : Fr. 19 903.65 (en 1862). Cette dette s'élevait primitivement à Fr. 57 998.87 y compris les fournitures faites par la commune en 1847.

Si les moyens dont dispose la commune sont plutôt modestes, ceux des particuliers ne le sont pas moins.

En 1889 encore, le Règlement des travaux de la commune fixait les salaires suivants :

ouvrier ordinaire : 15 à 20 ct. de l'heure
maçon : 20 à 25
mineur : 20 à 27
Le Directeur des travaux reçoit 2 francs par jour.

Le 22.12.1867, les gardes forestiers, désignés aux enchères, ont soumissionné aux tarifs annuels suivants (pour les prestations sans doute différentes :

Bruson :	NICOLLIER Benjamin	Fr. 70.—
Sarreyer :	PELLISSIER J-Mce	23.—
Lourtier :	FELLAY P-Jos.	30.—
Champsec :	ROSSOZ Franç.	25.—
Versegères :	FILLIEZ Frédéric	55.—
Châble :	CARRON Antoine	30.—
	FELLAY Antoine	
Cotterg :	et MICHAUD Eugène	56.—
Médières :	MICHELLOD Franc.	35.—
Verbier	MOULIN Euchariste	
et Etablon :	et NICOLLIER J-Jos.	105.—

Le bétail, le bois, le seigle, le froment, les pommes de terre paraissent constituer les ressources essentielles.

Encore faut-il compter sans les fléaux de toutes sortes qui s'abattent périodiquement sur le pays.

Au début de 1858, une épizootie fait quelques ravages dans le canton : la surlangue et le piétin. Les villages de Châble, Villette, Cotterg et Brusson sont contaminés. Mesures décidées par le Conseil :

- faire visiter toutes les étables par le vétérinaire MORAND,
- interdire les communications entre les villages,
- commander quelques actes de dévotion.

Le 6 avril 1854, le Conseil publie un Arrêté relatif au toisage de toutes les propriétés de la commune. 62 taxateurs, choisis parmi les notables : avocats, notaires, gros propriétaires, régents, procèdent à l'exercice qui demandera 3 bons mois et servira à l'établissement des maxes ; les cadastres ne seront introduits que plus tard.

Auparavant (1853) le Conseil avait organisé la vente d'une vingtaine de terrains communaux, situés en divers points de la vallée « *pour aider à payer les dettes de la commune* ». Les prix vont de 8 à 80 ct. la toise.

Il faut veiller au bon entretien des alpages.

L'avocat François MARET de Bruson, dans une lettre datée du 10 mars 1853, propose au Conseil de « *nommer une commission chargée de veiller à l'amélioration de nos montagnes* ». Ce à quoi le Conseil s'empresse d'obtempérer.

La qualité du fromage cause quelques soucis. « *La dernière exposition ayant démontré que la confection de nos fromages est inférieure à celle de nos cantons voisins, et qu'il importe au plus haut point de perfectionner la fabrication d'un produit qui constitue notre principale richesse agricole. Sur proposition du vice-président, le Conseil décide d'allouer un subside de 200 francs pour un fromager étranger qui nous apporte le secret de faire un meilleur fromage.* » (1.10.1871)

Les forêts sont également l'objet de soins attentifs. On veille à l'économie du bois.

« *Quiconque construira des chambres ou des écuries, soit chavanes et granges à faire à carroz soit en bois, encourra l'amende de Fr. 10.— outre le ban de la forêt d'où les bois sont extraits. S'il y a impossibilité de faire autrement, il sera préalablement constaté par la police.* » (14.05.1864)

« *En vue de l'économie du bois, le Conseil prend la décision de compter au nombre des manœuvres de la commune, celles que l'on fera pour l'établissement de tuyaux de fontaine à ciment, et de tout autre conduit qui ne demande pas l'usage du bois.* » (19.12.1871)

« *M. le Président fait connaître qu'Etienne GILLIOZ de Champsec lui aurait déclaré qu'un ressortissant de Sarreyer se serait permis de vendre du bois à des particuliers étrangers. Sur ce, le Conseil charge M. le Président de prendre des renseignements afin de punir les délinquants.* » (3.06.1860)

Les propriétaires de parchets de vigne à Fully semblent être assez nombreux, si l'on en juge par cette décision du 21.03.1858 :

« *Le Conseil nomme 2 gardes dans chaque village, chargés d'y faire une exacte surveillance pendant la nuit, durant les prochains travaux des vignes à Fully. Toutes les nuits, ils accompliront 2 rondes et feront constater leur passage dans les maisons indiquées.* »

La commune met au concours l'extraction des racines de gentiane, la cueillette des épines-vinettes sur les biens communaux, et la capture des grives. « *Comparait P-Jos. LUISIER de Sarreyer, lequel observe qu'ayant remplacé LUISIER Mce-Eugène pour la location, soit l'autorisation accordée par le Conseil, de tendre les grives, moyennant finance de Fr. 5.—, et*

attendu qu'il n'en a point attrapé, il sollicite la réduction de cette finance, laquelle est réduite à Fr. 3.—. »

Les mines et carrières, celles des pierres à fourneaux en particulier, semblent susciter quelque intérêt :

« Jean-Martin BESSE de Versegères désire obtenir la location d'une carrière de pierres à fourneaux sise sur les communaux, confins La Ly-Servay et mayen du Tougnoz. Si cette carrière est découverte, elle est donnée en location pour 15 ans, à Fr. 50.— l'an. Mais cette indemnité ne sera due qu'au cas où l'exploitation ait lieu. » (1858)

Le 12 mai 1866, Jean-André CARRON de Prarreyer et Maurice FUSAY de Champsec sollicitent la concession d'une carrière de pierres à fourneaux sise à Bas-Luy, terre de Bocheresse.

Le 28 avril 1867, Pierre BRUCHEZ de Prarreyer et Pierre-François GARD de Champsec obtiennent aussi des concessions dans la même région, pour, respectivement Fr. 134.— et 632.— l'an. Ils s'engagent à fournir aux particuliers de Bagnes les fourneaux aux prix suivants :

fourneaux ronds : de 24 à 45 francs selon le degré

fourneaux carrés : de 50 à 60 francs

Aux enchères de 1873, P.-Fr. GARD paiera sa concession Fr. 1058.—.

Les carrières des Grenays, de Giétroz et de la Liaz sont attribuées pour Fr. 160.— l'an.

La location des diverses carrières d'ardoises est soumise à la condition expresse que « tous les citoyens de Bagnes puissent lever des ardoises en donnant une indemnité de 10 ct. chaque toise au locataire de la carrière ».

Les demandes de recherches de mines sont si fréquentes que le Conseil laisse au Président et au secrétaire le *pouvoir de décision*. (1858)

Cette même année, il est question d'une mine d'anthracite de la montagne des Plans, de laquelle le concessionnaire, Frédéric VAUDAN de Sion, dit autoriser la commune de Bagnes à extraire 200 quintaux par an.

En 1860, la mine de cuivre argentifère au-dessus de la Piolaire est concédée à M. TORRENT, ancien préfet de Monthey. Quelques années auparavant, un sieur BAGLIONE avait manifesté l'intention d'exploiter une mine es Ruines sous Ruinaz-Rossa...

En 1874, le capitaine Eugène GARD sollicite un permis de fouille et, en cas d'analyse positive, la concession pendant 10 ans, d'une terre glaise située sur les biens communaux, le territoire étant limité par les torrents du Follaton et de Bruson.

Aucune allusion à une quelconque industrie, si ce n'est à un artisanat local, soumis, comme il se doit, à des taxes variant selon la profession.

Une liste de 1863 donne, entre autres, les noms de 19 meuniers, 13 scieurs, 7 cloutiers, 4 tanneurs, 2 teinturiers, 1 armurier (BIRKER), 4 forges à bras, une à martinet (OREILLER), 2 chiffonniers...

La commune avait son médecin : Benjamin CARRON, et 6 notaires : Jos. GARD, Benjamin FILLIEZ et P.-Jos. JACQUEMAIN (Le Châble), Etienne PITTIER et Franç.-Jos. TROILLIET (Villette) et Maurice GAILLAND de Prarreyer.

On sait d'autre part que la fabrique de draps de Montagnier fut rachetée en 1866 par le capitaine Eugène GARD, député, qui fut plus tard président de la commune et sous-préfet.

Dans le domaine des voies de communication, à part les chemins et sentiers d'utilité locale, il est souvent question de l'amélioration de la grande route de la vallée, des tronçons Frignoley-Lourtier et Villette-Pierra-Grossa en particulier.

Le 7 août 1881, le conseiller MORAND *« demande au Conseil de prendre des mesures pour le tracé d'une route allant à Bruson. Il est décidé que la commission des travaux publics, accompagnée du directeur CHARVOZ, ira piqueter ladite route, de 5 pieds de large, le projet de Pierra-Malaz ayant été voté par le Conseil. »*

On l'a déjà dit : au cours du 19^e siècle, beaucoup de Valaisans sont amenés à quitter une terre aux dons trop parcimonieux et à chercher des contrées plus propices. Les Bagnards sont nombreux à s'expatrier. Très peu ont mérité l'honneur d'une citation dans les protocoles municipaux. Le départ de François DELEGLISE, conseiller en fonction, est toutefois signalé :

« Le conseiller François DELEGLISE de Prarreyer fait connaître que, vu sa détermination prise de s'émigrer pour l'Amérique, il ne paraîtra plus dans l'assemblée. Il remercie ses collègues de la bienveillance et de l'amitié qu'ils lui ont toujours témoignées, et déclare que, malgré son éloignement, il n'oubliera jamais les anciens amis. »

M. le Président fait observer que, *« pour son compte, il regrette amèrement le départ du conseiller DELEGLISE, et croit être l'expression de la volonté et du Conseil et de la commune en disant que ses collègues perdent en lui un ami fidèle et sincère et la commune un vrai représentant du peuple ».*

M. le conseiller GAILLAND (de la minorité) déclare que, *« malgré les divergences d'opinion, c'est à regret qu'il voit le départ du conseiller DELEGLISE, qu'il a toujours connu fidèle, intègre et dévoué ».*

Pendant cet adieu de famille, ajoute le secrétaire du Conseil, des yeux étaient humides de larmes.

Le 1^{er} émigrant de la famille DELEGLISE fut Maurice, frère aîné de François. La famille, de Prarreyer, comptait encore, entre autres, Pierre-Joseph, qui fut prévôt du Grand-St-Bernard, et François-Athanase, jésuite, professeur à Fribourg. Maurice DELEGLISE quitta Bagnes en 1848, avec sa femme née Catherine LANG, et ses 4 enfants, pour se fixer dans le Wisconsin. L'un de ses fils : François-Augustin, engagé dans l'armée fédérale où il fut blessé, mena une vie de pionnier et fonda la ville d'Antigo (1876).

D'autres bagnards avaient précédé les DELEGLISE ; d'autres suivront : Benjamin DESLARZES, Etienne MIRET, un PACHE, un CARRON, un COURTION, Pierre BROUCHOU, etc. Le conseiller François DELEGLISE, émigré en 1860, se fixe, lui, dans le Missouri, avec sa femme, née Marie-Odile VAUDAN, et leurs 6 enfants. Les DELEGLISE ont écrit de nombreuses lettres, relatant leur voyage, leur contact avec les

Indiens, les aventures de leur nouvelle existence. Au moment de son départ, François DELEGLISE fait un don de Fr. 500.— au profit des pauvres de la commune et d'un pareil montant en faveur de ceux de la section de Versegères.

Tous les émigrants ne sont pas également pourvus. Emmanuel LANG de Montagnier, qui envisageait d'émigrer en Amérique, sollicite du Conseil l'autorisation de faire une collecte à domicile, pour payer les frais de son voyage. Le Conseil adhéra à cette demande, tout en précisant que le produit de la collecte ne devrait lui être délivré *« qu'au moment de son départ »*.

Signalons aussi un départ spectaculaire, celui du régent Mce-Fabien BAILLIFARD de Bruson, élu président de la commune pour la période 1881-1884. Il démissionne en juin 1881 parce qu'il vient de signer un engagement avec l'administration du Casino de Monaco.

Les débuts du tourisme

L'émigration préfigure-t-elle l'épopée touristique moderne ?

Peut-être, dans la mesure où les déplacements étaient dictés, non seulement par le besoin de survivre, mais par celui de satisfaire également un certain désir d'aventure.

Nos sites alpestres commencent à susciter quelque intérêt. En 1829 déjà, le doyen BRIDEL écrivait, parlant d'un voyage qu'il avait entrepris au Giétroz l'année précédente : *« Le souvenir m'en restera jusqu'à mon dernier jour, dans toute sa vérité et toute sa fraîcheur »*.

En 1858, le président François-Eugène BESSE consulte le Conseil si, *« à l'imitation des localités visitées par les touristes, il ne jugerait pas à propos de faire arriver dans notre commune M. BRONTZ (!) pour faire le panorama des points les plus remarquables de la vallée, pour être affiché aux hôtels de Martigny, afin d'attirer les voyageurs à Bagnes »*.

La construction de l'hôtel de Mauvoisin (1862-63) par le conseiller BRUCHEZ de Lourtier, le préfet Eug. BESSE et le médecin Benj. CARRON, coïncide avec la fondation du CAS. Quelques années plus tard, le Dr CARRON et Jos. GILLIOZ de Champsec entreprennent la construction d'un chalet à Champrion, pour y recevoir les voyageurs.

Un certain ROBATEL de Martigny veut édifier un pavillon sur le plateau de Pierre-à-Voir.

En 1876, un comité d'initiative invite la commune à faire les frais (estimés à Fr. 3000.—) de l'établissement d'une cascade à Fionnay, et à concéder l'emplacement et le bois en vue de la construction de l'hôtel *« et de ses appendices »*.

De fait, cet hôtel ne sera pas unique puisque, vers la fin du siècle, Fionnay comptera plus de 200 lits.

Mentionnons aussi la cabane de Chanrion (Champriond) (1890) et la reconstruction de celle de Panossière en 1893.

Au bas de la vallée, l'hôtel du Giétroz (1882) prend le relais de 2 autres établissements dont l'un situé près de la place du Châble.

Cette montée du tourisme incite nombre de Bagnards à se découvrir une vocation nouvelle : celle d'employés d'hôtel, et à pratiquer une forme d'émigration qui les conduit vers les luxueuses stations de cure ou de repos de Suisse ou de l'étranger. Migration saisonnière pour quelques-uns. Mais quasi définitive pour beaucoup d'entre eux.

La vie politique

Un règlement sur l'organisation du Conseil, daté de 1859, statue que ce dernier s'assemble obligatoirement tous les 1^{er}, 2^e et 4^e dimanches du mois, que *le public est admis aux réunions ordinaires mais doit s'abstenir de tout signe d'approbation ou d'improbation* ».

Les membres du Conseil reçoivent Fr. 1.15 par jour de séance et n'ont droit à aucune indemnité de vacation lorsqu'ils s'occupent des intérêts de leur section. Les arrivées tardives sont sanctionnées.

« *Les conseillers CARRON et DELEGLISE ont été amendés de 15 ct. chacun pour être arrivés après l'heure fixée pour la séance.* »

Les protocoles, rédigés dans une forme irréprochable, laissent supposer que le déroulement des séances fut toujours empreint d'une parfaite sérénité. Aucune allusion à de quelconques divergences de vues, entre des hommes adhérant à des partis dont les querelles furent pourtant maintes fois sanglantes.

La matière de certains débats serait de nature à réveiller les passions assoupies mais toujours latentes.

« *Etienne CRETTON réclame pour avoir été alité pendant 14 jours par suite des maltraitements de la Jeune Suisse, après le combat de Corberaye, et fut ensuite 15 jours convalescent. Il réclame par conséquent une indemnité convenable.* »

« *Le soussigné atteste que le sieur Jean-Christophe MARET de Brusson a logé 2 soldats Haut-Valaisans en mai 1844, pendant 2 jours.* » (Avril 1851)

« *Pierre GARD, délégué à Schwytz en 1847 pour l'alliance du Sonderbund, produit une reconnaissance de débours (Fr. 42.—) établie par l'ancienne administration communale. Votation pour cette demande : 63 oui, 169 non. La réclamation de Fr. 42.— admise par l'ancienne administration est donc rejetée.* » (Janvier 1850)

« *M. le Président donne connaissance des pièces qu'il a reçues, concernant la souscription nationale pour l'extinction de la dette du SONDERBUND. Ces pièces seront publiées aux criées ordinaires demain 30 crt et le Président, conjointement avec M. le préfet FILLIEZ, sont chargés de s'entendre avec M. le Curé sur le mode de perception.* » (29 mai 1852)

Les relations de faits relevant de la police sont parfois non dénués de saveur.

« Le garde MICHELLOD expose qu'il aurait subi de graves conséquences par suite de ses fonctions ; qu'on l'aurait assailli dans son domicile et brisé les fenêtres au moyen de grosses pierres lancées contre le vitrage dans la nuit du 31 mars, et que, pour n'être plus en butte à de pareils affronts, il donne sa démission de garde en déposant son marteau forestier. »

« Le Conseil, tout en manifestant sa suprême indignation, pour de semblables méfaits ne pouvant provenir que de personnes dénaturées, déclare qu'il ne peut admettre cette démission. » (1866)

« Le Conseil, ayant reçu des plaintes que des personnes sans mœurs s'étaient permis contre tout bon sens de courir pendant la nuit en faisant sous le nom de charivari un bruit épouvantable et même sans considération pour les premières personnes de la commune en poussant leurs cris jusqu'aux environs de la cure, c'est pourquoi le Conseil a délibéré à l'unanimité :

- 1^o que le Conseil en entier se rendra à la cure pour demander grâce au nom des honnêtes gens de la commune qui se trouvent innocents de ces désordres ;
- 2^o il a chargé le grand châtelain de faire les démarches possibles pour découvrir les auteurs de ces bruits, aux fins de les punir selon droit ;
- 3^o de donner lecture au public de la lettre de M. le chapelain LUDER adressée au Conseil le 30 avril, et de donner aussi connaissance de la présente séance. »

Cette réaction du Conseil traduit bien les convictions religieuses de ses membres, convictions qui se manifestent par certaines initiatives propres à stimuler la dévotion publique.

« Le Conseil, sur proposition d'un membre, délibère de faire procession à Mont-Voisin, pour attirer la bénédiction du Ciel sur les fruits de la terre. » (1859)

« Le Conseil, vu la sécheresse toujours plus rigoureuse qui se fait sentir, menaçant les travaux du pauvre cultivateur, décide de faire une procession en habit de pénitent à St-Christophe, pour implorer du Tout-Puissant qu'il daigne accorder un temps favorable à la récolte. » (1863)

3 semaines plus tard : « Procession en habit aux Vernays, pour attirer sur les fruits de la terre un temps plus favorable. » Exercice répété le 16 août, les conditions n'ayant vraisemblablement pas évolué.

Du 13 janvier 1889 : « Un membre du Conseil propose de faire acheter un crucifix pour la salle du conseil. Cette proposition est accueillie très favorablement par tous les membres sans exception. »

Il faut savoir qu'avant 1870, les fêtes chômées obligatoires étaient au nombre d'une vingtaine. Le Conseil d'Etat s'en plaint dans une lettre à l'évêque de Sion : « Ces fêtes privent le pauvre travailleur d'autant de journées dont il aurait besoin de consacrer le produit à sa famille. » Ces fêtes exercent d'autre part un effet pernicieux sur les ouvriers, qui passent la grande partie de leur congé dans les estaminets, où ils s'adonnent à la boisson. »

Peu de renseignements se rapportant à la paroisse. Le 6.12.1885, le marguillier JACQUEMAIN demande une allocation de Fr. 20.—, soit Fr. 5.— par an pour le balayage de l'église pendant les 4 dernières années. Le Conseil décide de lui allouer Fr. 5.— pour l'année écoulée, et un montant global de Fr. 8.— pour les 3 précédentes.

Nous apprenons aussi que le 6 avril 1882, M. le Président GAILLAND s'est transporté vers l'église, accompagné du conseiller Benjamin BESSE et de M. le Curé pour examiner un emplacement propre à la construction d'un cimetière. Leur choix se porte sur le terrain qui se trouve au couchant du jardin de la cure. Les propriétaires des parcelles expropriées exigeront tous le prix de Fr. 5.— la toise. La commune paiera ce « *taux élevé* » dans le but d'éviter des frais.

L'instruction publique

Le régime des écoles de sections, limité par l'Etat à partir de 1860, et supprimé en 1902, oblige chaque village à prendre en charge la construction et l'entretien de son école. Les diverses sections paraissent se soumettre sans trop de peine à cette nécessité. Même les gens des Vernays (1859) et ceux du Sapéy (1873) envisagent d'avoir leur propre école. En revanche, ceux de Champsec (1883) demandent que, selon la loi, la commune prenne ses responsabilités.

Le choix des régents est soumis chaque année à l'approbation du Conseil. Voici la liste des titulaires de classes pour l'année 1862 :

Lourtier : Justin VAUDAN
Sarreyer : P.-Jos. MEX
J.-Pierre BESSE
Victoire PERRON
Champsec : François MASSON
Versegères : André-Mce GAILLAND
Prarreyer : Euphrosine BESSE
Montagnier : Basile PERRAUDIN
Le Châble : Damien DESLARZES
Marguerite PACHE
Bruson : Mce BAILLIFARD
Françoise BRUCHEZ
Villette : François DELEGLISE
Cotterg : Séraphin LUISIER
Verbier : Michel DELEGLISE
Verbier : Anne-Cécile GAILLAND
Médières : Jérémie MICHAUD

Grande Ecole : M. Fabien MICHELLOD et Benjamin BESSE.

Un projet de modification de la Grande Ecole, adopté par le Conseil le 10 octobre 1862, déclare vouloir « *mettre la fondation en harmonie avec les exigences de l'époque* ».

« Considérant que, par l'établissement de bonnes écoles primaires dans toutes les sections de Bagnes, la grande école peut être facilement organisée sur le pied d'un gymnase ou tout au moins d'une bonne école moyenne...

Considérant qu'à la cessation annuelle des cours des écoles de sections (dès le 1^{er} avril) il importe d'ouvrir la grande école à tous les élèves qui commencent à lire et à écrire, et qu'ainsi il importerait de consacrer dans l'acte l'obligation d'avoir un second régent à la charge de la fondation pour diriger l'école primaire, soit inférieure...

Art. 1. Pour être admis à la Grande Ecole de Bagnes, il faut connaître généralement les règles de la grammaire française jusqu'aux règles des participes, les éléments de la doctrine chrétienne au point d'en avoir reçu la première communion, avoir des notions générales de géographie, d'histoire sainte et les 4 premières règles d'arithmétique...

Art. 4. L'école sera divisée en 2 cours. Le cours supérieur comprendra : l'étude de la langue latine jusqu'aux humanités inclusivement, le style épistolaire, les versifications dans les 2 langues, les principes de logique, de physique et d'algèbre.

Le cours inférieur comprendra l'orthographe, la lecture, l'arithmétique et la calligraphie. Il y aura un cours commun où l'on enseignera : la doctrine de la religion, le toisage géométrique, le style, l'histoire, la géographie, les principes de la langue allemande et les principes du dessin... »

La fréquentation scolaire semble relativement bonne puisque M. le Président François-Eugène BESSE a le plaisir de déclarer au Conseil (mars 1864) que les absences des élèves des écoles sont pour ainsi dire nulles cette année. Il croit dès lors que l'on pourrait « passer outre sur les amendes encourues l'année passée ».

Initiative fort louable : la Commune a créé une modeste bibliothèque à l'usage des écoliers des grandes classes : les enfants y auront accès en payant 60 ct. par an.

Qu'en est-il de la santé publique ?

Dans une lettre de 1852, on signale que M. le Dr CARRON a procédé à la vaccination des enfants de la commune pour 2 batz, soit 30 ct. par enfant.

Une épidémie de typhoïde s'étant déclarée en 1856, le Département de l'Intérieur a délégué à Bagnes le docteur BECK, qui signale, comme circonstance aggravante et désolante, le défaut de propreté dans beaucoup de maisons visitées par le fléau, l'absence de tout courant d'air autour des malades et une trop grande confiance dans les charlatans ou mages. Parmi les moyens propres à combattre le fléau, celui que le bon docteur place au premier rang n'est guère de nature à tranquilliser les futurs malades : « augmenter le cimetière de façon à en tripler l'étendue ».

Alerte en été 1867 : le choléra sévit dans la province d'Aoste, et le Conseil municipal, inquiet, pare au plus pressé : il nomme une commission de salubrité publique. Nouvelle alerte en 1871 : un cas de petite vérole a éclaté dans la commune. Nouvelle commission.

Dans une note datée du 9 novembre 1884, M. le Préfet TROILLET invite la commune « à prendre des mesures pour éviter les égouts sur la voie publique, cela à cause de la salubrité ». M. le Président expose que la commission sanitaire a fait sa tournée et pris des notes. Ladite commission, composée du médecin, du vétérinaire et du président de la commune, exerce aussi son contrôle dans le domaine des denrées alimentaires. Il s'occupe encore de déférer au Tribunal un étudiant en médecine et un régent, accusés de se livrer à l'exercice illégal de la médecine. (1884)

La relation des multiples problèmes auxquels devait faire face une administration soucieuse de l'intérêt général pourrait certes s'allonger, au risque de paraître fastidieuse. Un certain nombre de sujets ont donc été volontairement abandonnés. Il n'a pas été fait mention, par exemple, du long, très long différend intercommunal dont fut l'objet la célèbre forêt d'Etablon. « *Un procès qui languit depuis des siècles* », dira le conseiller Benjamin FILLIEZ, en 1872. C'est même pour subvenir aux frais de ce fameux procès que le Conseil décide, le 5 août 1883, de contracter un emprunt de Fr. 250.— auprès de 2 particuliers du Châble...

Au terme de ce survol rapide et sommaire des protocoles rapportant les débats du Conseil municipal entre 1848 et 1900, il me paraît intéressant de tirer de l'oubli quelques patronymes aujourd'hui disparus de la vallée, et relevés au fil des documents :

- 1850 : François POURPRIX, de Prarreyer
(il fut président de Bagnes avant 1848)
- 1851 : Joseph CASEUX, des Places
- 1851 : Justin PERRON, de Verbier
- 1852 : François VERGILE, de Champsec
- 1852 : François BEAUP, de Prarreyer
- 1857 : Emmanuel LANG, de Montagnier
- 1861 : Jean MIRET, de Bruson
- 1862 : Frédéric COMLOMBARD, des Places

Enfin, je ne puis résister au plaisir de reproduire, choisi parmi beaucoup d'autres, un compte rendu de type anecdotique :

« Le Conseil, considérant que la loi du 24.11.1806 autorise la commune et les sociétés de cible à percevoir des veufs qui se remarient et des filles qui se marient hors de la commune, une indemnité de 4 à 32 francs à proportion de leur fortune, et que la loi du 23.11.1803 fait défense expresse à quiconque de faire du bruit la nuit,

Considérant que par ces 2 lois, l'usage abominable du charivari a été éteint et aboli,

Considérant qu'on ne peut faire une meilleure application de cette rétribution que de la destiner à augmenter les fonds des écoles primaires de tous les hameaux,

a décidé et arrêté unanimement :

1. Tous les veufs et veuves qui se remarient seront tenus de verser à la petite école du quartier où ils sont domiciliés un montant de 4 à 32 francs. Ce montant sera fixé par le Conseil d'après les

moyens du remarié et en sera de même pour les filles qui sortent de la commune.

2. Il est expressément défendu de faire aucun charivari.

3. Il y aura dans chaque quartier des gardes secrets assermentés par le grand châtelain, qui feront pleine foi, sans aucune preuve. »

En guise de conclusion, je ne peux qu'apprécier les circonstances qui m'ont valu de découvrir, à travers des textes quelque peu poussiéreux, non pas peut-être de grandes fresques historiques, mais de menus fragments de vie touchant des gens, des choses, un coin de terre particulièrement attachants.

Je souhaite que cette modeste évocation des faits et des personnes suscite chez le lecteur un peu de cette filiale émotion que j'ai moi-même ressentie.

Novembre 1981

Bibliographie

CONSEIL MUNICIPAL DE BAGNES :

livres des protocoles 1837-1900.

Béatrice FOURNIER, Nendaz :

Mémoire relatif au GOUVERNEMENT VALAISAN, de 1857 à 1870.

Elisabeth ROUX, Grimisuat :

Mémoire sur LA VIE POLITIQUE EN VALAIS de 1875 à 1905.

ANNALES VALAISANNES :

II^e série XXX^e année N° 3.

II^e série XXXVI^e année Nos 3,4.

Paul de RIVAZ :

HISTOIRE CONTEMPORAINE DU VALAIS (2 vol.) Sion, 1946 et 1950.

Michel SALAMIN :

LE VALAIS, de 1798 à 1940.

Emile BIOLLAY :

LE VALAIS, de 1815 à 1965.

offert à la jeunesse valaisanne par le Conseil d'Etat, en souvenir du 150^e anniversaire de l'entrée du canton dans la Confédération suisse. (1966)

M^{gr} Victor BIELER :

NOTICE SUR LES RAPPORTS ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT DU VALAIS depuis 1847.

Chancellerie de l'Evêché 1930.

BAGNES, NOTRE VALLÉE :

ouvrage collectif, 1976.

II

BAGNES : DE 1900 À 1964

par Camille MICHAUD

On ne peut tenter une esquisse de ce que fut la vie politique à Bagnes au début du XX^e siècle sans parler au préalable d'un événement capital qui marqua pendant des lustres la situation politique de la commune.

En effet, à cette époque, des heurts répétés et de plus en plus violents entre les Chanoines de Cocatrix, curé, et Martinet, Directeur du Collège, d'une part, Alphonse Michaud, instituteur, et Maurice Charvoz, d'autre part, aboutirent, en automne 1900, à la fondation de « l'Ecole libre » où tout enseignement religieux était exclu. Les catholiques pratiquants crièrent au scandale. La réaction ne se fit pas attendre : L'anticléricalisme, endémique à Bagnes, séquelle du pouvoir temporel des abbés de Saint-Maurice et des remous qui agitèrent notre pays entre 1830 et 1848, dégénéra rapidement en athéisme. La religion et la politique étant alors indissociables, les positions des deux tendances se durcirent et le fanatisme des uns n'eut d'égal que celui des autres. Mon père faillit rater ses examens de fin d'école normale parce qu'il portait le même patronyme que le fondateur de l'« Ecole libre ».

Lors du premier enterrement civil dans la paroisse, en novembre 1901, le curé refusa de laisser sonner les cloches et ne capitula que devant un télégramme du Conseil d'Etat. Il adressa au Conseil communal une protestation dans laquelle il déclarait « faire toutes ses réserves sur la propriété paroissiale des cloches et ne céder que devant la force ».

Les deux partis qui s'affrontaient étaient le parti libéral ou radical (on ne faisait pas de distinction entre les deux termes) et le parti conservateur. On les désignait sous le nom de « gripious » et de « ristous ».

Les « ristous » étaient nettement plus nombreux. Comme les élections avaient lieu selon le système majoritaire, ils disposaient généralement de 13 à 14 sièges au Conseil communal (sur 15), ne laissant à la minorité que la « portion congrue » qu'elle obtenait grâce au prestige ou à la popularité d'un de ses candidats.

En 1907, le Valais adopta une nouvelle constitution dont l'article 87 autorisait le vote proportionnel pour les élections municipales lorsque le cinquième des électeurs en faisait la demande. (Ce système fut en vigueur jusqu'à la promulgation de la loi de 1972 sur les élections et les votations.)

Les radicaux ne ratèrent pas l'occasion. Ils espéraient même reprendre la majorité qui leur échappait depuis 1856.

Sur ce point, leurs espoirs furent déçus, mais ils réussirent néanmoins à faire élire, le 6 décembre 1908, 5 des leurs au Conseil communal, ce qu'ils considérèrent comme un triomphe. Voici les noms de ces « heureux » élus : Joseph BRUCHEZ de Versegères, Maurice CHARVOZ du Châble, Benjamin GUIGOZ de Champsec, Alphonse MICHAUD de Villette et Emile TROILLET de Lourtier.

Ce succès excita la verve poétique de Charvoz qui composa « La chanson du Conseil communal de Bagnes en 1909 », chanson qui s'attachait à définir les traits caractéristiques de chaque conseiller.

Le rapport des forces ne varia guère dans les décennies qui suivirent. Au fil des années, l'antagonisme qui divisait les deux partis s'atténua peu à peu pour faire place à la compréhension et à la tolérance réciproques.

Il y eut bien encore quelques escarmouches surtout au moment des élections et lors des nominations des employés communaux. Même le Saint protecteur du village risquait d'être écartelé entre les deux partis qui se réclamaient de lui sans pouvoir trouver un terrain d'entente. Je me souviens (cela devait être en 1929) avoir vu deux troupes pour la parade de la Saint-Georges à Lourtier, l'une radicale, l'autre conservatrice ; mais comme il n'y avait qu'un seul drapeau pour la jeunesse du village, l'emblème fut âprement disputé dans des enchères mémorables et finalement adjugé à un conservateur pour 60 litres de vin. Je dois préciser, pour la compréhension de ce qui précède, que l'honneur de porter le drapeau était (et est encore) attribué au jeune homme qui offrait le plus à boire et qui, souvent, était candidat au mariage dans le courant de l'année.

Sur le plan économique, les occasions de heurts étaient pratiquement inexistantes. Le « geste auguste du semeur » était le même pour tous et la traite s'effectuait du côté droit de la vache quelles qu'aient été les convictions politiques du trayeur !

Organisation administrative de la commune

Pendant toute la 1^{ère} moitié du XX^e siècle, le territoire communal était divisé en onze sections aux frontières nettement délimitées. (Voir carte annexée)

La commune était ainsi un « état fédératif » dont l'autorité suprême était un Conseil communal composé de 15 membres. A la tête de chaque section se trouvait un conseiller communal appelé « conseiller comptable », lequel était, en fait, le président de sa section. Ce poste était réservé aux conseillers de la majorité.

Le « conseiller comptable » faisait les comptes de la section, calculait les impôts dus par ses administrés, tenait le contrôle des corvées, établissait pour chaque contribuable le solde à payer ou à recevoir. Il préparait aussi le budget de sa section en fonction du crédit accordé par le pouvoir central, crédit qui était proportionnel au sommaire imposable.

Le montant à disposition était utilisé avec parcimonie surtout pour l'entretien des chemins agricoles à l'exclusion des chemins d'alpages, entre-

tenus par les consortages. Le solde, s'il y en avait un, servait à l'extension du réseau.

Malheur au conseiller qui dépassait le crédit accordé !

L'article 12 du Règlement des travaux publics du 11 mars 1905 était ainsi rédigé : « Les conseillers comptables qui, sans autorisation et sans motif majeur, laisseraient, en ce qui les concerne, dépasser les chiffres du budget, sont passibles d'une amende du 5 % du chiffre dépassé. Le directeur sera frappé de la même amende. »

Inutile de préciser que dans de telles conditions, aucun travail ne se faisait hors des limites de la section !

Le « conseiller comptable » était assisté par un « directeur des manœuvres » qui surveillait la bienfacture de l'ouvrage et taxait le travail effectué par chaque ouvrier.

Dans sa séance du 16 avril 1899, le Conseil communal avait fixé le *maximum* de salaire à payer aux ouvriers comme suit :

Ouvriers travaillant à la rivière : 25 ct. l'heure

Ouvriers travaillant sur les chemins : 23 ct. l'heure

Ce tarif était encore en vigueur en 1905.

Un autre personnage important était le « procureur des manœuvres ». Sa mission était de « procurer » au directeur le nombre d'ouvriers dont il avait besoin chaque jour. Il devait s'efforcer de les choisir le plus équitablement possible en réservant à chaque contribuable le maximum de possibilités d'acquitter par des corvées le montant dû pour l'impôt.

Le procureur distribuait également les déclarations d'impôt (qu'il suffisait simplement de signer), les bordereaux, circulaires et projets de lois émanant des autorités.

Le Conseiller présidait l'assemblée de la Saint-Martin. Cette réunion de tout le village avait lieu au début novembre et était extrêmement importante. C'était, en fait, une assemblée primaire. Il y était donné connaissance des comptes de la chapelle et de l'école qui dépendaient de la section. Le Conseiller faisait un bref rapport sur son activité pendant l'année. Il mettait à l'enchère au rabais les postes de procureur, de préposé au balayage et au chauffage de l'école et de nettoyeur des fontaines publiques.

A propos des fontaines du Châble, la rivalité entre deux candidats aboutit à ce que l'un des deux déclara effectuer le nettoyage gratuitement. Pour ne pas être en reste, l'autre s'offrit à fournir le balai !

Les latrines des écoles et les amas de crottin sur les ponts étaient vendus à l'enchère au plus offrant. Les matières fécales étaient recherchées comme engrais et très recommandées pour les cultures de choux ! En 1914, les latrines les plus chères furent celles de Verbier adjugées pour Fr. 3.80.

On passait ensuite aux objets trouvés ou perdus. Chacun annonçait sa trouvaille. Un tel brandissait une clochette de chèvre, un autre une hachette, un troisième une enclume à faux. Ces différents objets étaient récupérés séance tenante par leur propriétaire. On entendait encore l'énumération des choses perdues : une fourche à foin, une corde, un râteau, une faucille, etc.

Enfin, c'était la réception des queues de taupes qui valaient 10 ct. pièce et pour lesquelles le conseiller devait faire l'avance. Dans le procès-verbal de la séance du Conseil du 27 janvier 1900, on peut lire :

« Sont déposées les queues de taupes suivantes :

Lourtier 409, Bruson 185, Cotterg 133, Versegères 226, Villette 278. »

Des faits d'une telle importance méritaient bien de passer à la postérité !

En résumé, le conseiller était le trait d'union entre le pouvoir central et les administrés.

Pendant les deux guerres de 1914-1918 et 1939-1945, il dut, en plus, distribuer les cartes de rationnement.

Chaque section avait son teneur de registre, ses gardes champêtre et forestier, son bureau de vote dont le conseiller était généralement le président. Le dépouillement des votations et élections s'effectuait dans la section. Cette façon de procéder dura jusqu'en 1972, date où la nouvelle loi cantonale en la matière rendit obligatoire le dépouillement central.

A partir de la 2^e guerre mondiale, les sections perdirent peu à peu de leur importance et dès 1968, lors de la réduction du nombre des conseillers de 15 à 11, la commune est devenue définitivement une « république unitaire ». (Une demande de réduction du nombre des conseillers de 15 à 11 avait été refusée par l'assemblée primaire du 30.11.1924)

Chaque section conserve cependant son caractère propre, sa mentalité, ses habitudes. Et si le conseiller est avant tout un conseiller *communal*, il reste, pour les gens de son village, leur porte-parole auprès de l'autorité.

Les protocoles des séances du Conseil sont une source de renseignements extrêmement précieux permettant de reconstituer le climat politique de l'époque. On a cependant l'impression que lorsque le secrétaire communal était choisi parmi les membres du conseil, il pouvait manquer un peu d'objectivité et avait tendance à relater les faits en fonction de son opinion personnelle. Quoi qu'il en soit, la rédaction du protocole dépend essentiellement de la personnalité de son auteur. Certains secrétaires se contentaient d'énumérer les objets discutés sans jamais faire mention des décisions prises. D'autres, au contraire, donnaient une image paraissant assez fidèle des séances. (Durant la période administrative 1925-1928, le secrétaire devait être à la disposition du Président de la Commune et du public quatre jours par semaine à raison de huit heures par jour. Il sera permanent à partir de 1929.)

Comme je l'ai déjà dit, l'administration d'une commune ne donne guère l'occasion de prendre des options en rapport avec la doctrine d'un parti. Les impératifs économiques sont les mêmes pour tous, à tel point que la cohésion des conseillers d'un même parti n'était vraiment effective qu'à l'occasion des différentes nominations qui étaient du ressort du conseil communal ou encore lorsqu'il s'agissait de dépenses ayant certains rapports avec le culte. Ainsi, à la séance du 15 mai 1904, « il est donné lecture du recours adressé à l'Etat et signé par 153 citoyens contre les comptes de la commune pour l'exercice 1903 ». Ce recours qui « portait

principalement sur les dépenses faites pour les réparations de *l'église et du collège* » fut écarté par le contentieux (protocole de la séance du 1.4. 1905).

Dès qu'il s'agissait de problèmes purement administratifs ou économiques, la majorité se formait le plus souvent en fonction des sections ou des régions.

Les partis n'étaient pas à l'abri de certaines dissensions internes dues à des rivalités de personnes.

Ainsi, la brouille entre Maurice CHARVOZ et Théophile GARD scinda le parti libéral en « radicaux » et « libéraux-progressistes », mais cette division ne dura que le temps d'une législature. (1913-1916)

Quelques années plus tard, en 1921, une scission sérieuse divisa le parti conservateur.

Des conflits d'intérêts opposaient Maurice TROILLET, conseiller d'Etat, à Maurice TROILLET-ALBRECHT, juge de la commune. Ce dernier trouva un appui auprès de Raphaël TROILLET, président de la commune, qui était lui-même brouillé avec son cousin, conseiller d'Etat, pour des raisons familiales.

Maurice TROILLET rentrait presque chaque dimanche à Bagnes et y votait régulièrement. La politique bagnarde ne le laissait point indifférent et lors des élections au Grand Conseil de mars 1921, selon les dires de personnes qui ont vécu ces événements, il s'opposa violemment à la réélection de Raphaël TROILLET en tant que député.

Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et le début de la « Dissidence » qui regroupa autour de Raphaël TROILLET tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, croyaient avoir des motifs de se plaindre. Et pour que le divorce fut vraiment consommé, Raphaël TROILLET quitta la Société de secours mutuels « L'Union » pour fonder « l'Espérance » entraînant ses partisans à sa suite. Il a fallu quelque quarante ans et des difficultés financières sérieuses pour que les deux sociétés se redonnent une main fraternelle et fusionnent sous le nom d'« Alliance ».

On doit aux dissidents, (et on peut les en remercier) la fondation de la caisse Raiffeisen de Bagnes. Je ne sais s'ils ont obéi à des mobiles d'ordre politique en créant cette institution, mais je sais qu'elle rend de grands services à la population et en définitive, c'est cela qui compte !

La haine « éternelle » entre les deux clans dura, en fait, le temps d'une période administrative, même si les plaies consécutives à cette opération mirent de longues années avant d'être entièrement cicatrisées.

En 1937, l'avocat Louis PERRAUDIN fonda le Mouvement social-paysan dont la plupart des adeptes venaient du parti conservateur. Sur le plan communal, le succès de ce parti ne fut qu'un feu de paille puisqu'il n'eut que 2 représentants au conseil de 1945 à 1948.

En 1972, le parti radical-socialiste éclata à son tour et chacune des deux formations alla au combat sous son propre drapeau.

Conseil général

La Constitution cantonale de 1907, dans son article 77, admit le principe de la création du Conseil général dans les communes.

A Bagnes, la première tentative d'introduction du Conseil général eut lieu en 1920. La votation donna les résultats suivants : oui 312, non 312. La majorité n'ayant pas été atteinte, la demande fut considérée comme rejetée.

En 1924, l'initiative eut plus de succès et le Conseil général fonctionna de 1925 à 1932. On ne peut pas dire qu'il le fit à la satisfaction générale, puisque, en 1932, une autre initiative populaire demanda sa dissolution qui fut acceptée par 400 oui contre 114 non.

Il fut réintroduit en 1956 et fonctionna sans interruption, avec plus ou moins de bonheur, à partir de cette date.

Problèmes bourgeoisiaux

En parcourant les protocoles des séances du Conseil du début du 20^e siècle, on est d'emblée frappé par l'importance quasi démesurée donnée aux forêts et, par le fait même, au bois.

Les séances avaient lieu habituellement le dimanche avant la grand-messe, avec séance de relevée après les offices. La majeure partie du temps était utilisée pour délibérer sur des demandes de bois d'affouage ou de construction, sur des réclamations contre des procès-verbaux dressés par les gardes-forestiers, pour prononcer des jugements contre les contrevenants à la loi forestière ou accorder des réductions d'amendes.

Ces débats prenaient un temps considérable à tel point que, dans la séance du 4 février 1900, « il est donnée connaissance d'une lettre du Département de Justice et Police invitant le conseil à cesser de tenir des séances pendant les offices divins et le rendant attentif à la loi du 26 mai 1882 sur le repos des dimanches. Le conseil proteste contre de semblables accusations et charge son bureau d'adresser à l'Etat une protestation qui sera signée par les membres du conseil » !

Voici quelques exemples de l'importance attachée au bois : « Le Président de Bovernier présente une requête aux fins de savoir si le conseil consentirait à la vente d'une poutre de pont qui s'est arrêtée sur le territoire de dite commune lors de l'inondation de la Dranse. Le conseil, avant de se prononcer, décide de faire vérifier cette poutre par un délégué de la commission forestière. » Plus loin, toujours sur le même sujet : « Ensuite du rapport fait par M. le conseiller BRUCHEZ, celui-ci est chargé de s'entendre avec M. le Président de la commune de Bovernier, afin de faire

conduire à port de char (pour la ramener à Bagnes) une poutre nous appartenant et qui s'est arrêtée à Bovernier lors de la dernière inondation de la rivière ! »

Le 14 octobre 1900, « Emile LUISIER de Villette, réclame pour son oncle une réduction d'amende encourue l'année dernière pour avoir effeuillé des vernes, amende s'élevant à Fr. 9.— » !

Il était interdit de traverser une forêt avec du bétail sans le munir d'une muselière, comme il était interdit de couper du foin dans les clairières.

Enfin d'interminables démêlés opposèrent la Bourgeoisie de Bagnes à la Bourgeoisie de Saxon au sujet des forêts indivises sises sur le territoire de cette dernière commune. Ils ne prirent fin qu'après le partage des territoires litigieux en 1927, partage accepté par l'Assemblée bourgeoisiale en votation du 10 juin 1928 par 179 oui contre 0 non. Le plan y relatif fut approuvé par le Conseil le 16 octobre 1930.

La jouissance des alpages et des terrains bourgeoisiaux donna lieu aussi à des discussions prolongées. Un projet de règlement fut mis sur pied par le Conseil communal le 12 novembre 1892. Il ne trouva pas grâce devant le peuple. Un autre projet obtint la majorité dans la votation du 30 avril 1899, mais fut rejeté plus tard. Il convient de préciser qu'à cette époque les avoirs bourgeoisiaux étaient gérés par la Municipalité et qu'il n'y avait pas de comptes spéciaux pour la Bourgeoisie. C'est pourquoi on parle indifféremment de Commune ou de Bourgeoisie. L'Etat lui-même intervint à plusieurs reprises pour obliger le Conseil à mettre sur pied un règlement bourgeoisial, mais en vain.

En désespoir de cause, par un arrêté du 30 décembre 1903, le Conseil d'Etat imposait à la commune un « Règlement de jouissance des montagnes de la Bourgeoisie de Bagnes » avec entrée en vigueur le 1^{er} février 1904.

Ce règlement stipulait entre autres :

« Article premier : La jouissance des avoirs bourgeoisiaux est basée sur le principe d'égalité entre bourgeois. Elle se fait par ménage, sans distinction de sexe, par voie de tirage au sort. Elle est subordonnée au domicile dans la commune.

Article 2 : Les montagnes, Sauvereux excepté et le Cret dans les termes de la convention du 28 février 1892 (passée avec Louis GUIGOZ) appartiennent au domaine bourgeoisial.

Article 5 : Les meubles et les immeubles bâtis des montagnes seront taxés à leur juste valeur et le nouveau consortage payera à l'ancien le montant de cette taxe. »

Ce règlement mit le feu aux poudres.

En séance du conseil communal du 3 janvier 1904, déjà, il était donné lecture « d'une copie d'une lettre adressée à l'Etat par M. l'avocat Sigéric TROILLET, protestant au nom du consortage de la Chaux contre le partage et même tout règlement sur le dit alpage ».

Ce fut le début d'un procès qui dura 17 ans (1904-1921). Le consortage de la Chaux prétendait être propriétaire, non seulement des meubles

et des immeubles bâtis, mais aussi du sol lui-même. Cette thèse était également défendue par le consorinage des Grenays.

Par jugement des 29 décembre 1919 et 8 janvier 1920 pour les Grenays et du 30 décembre 1919 et 8 janvier 1920 pour la Chaux, le tribunal du 4^e arrondissement pour le district d'Entremont donna raison aux consorinages.

La Commune et Bourgeoisie de Bagnes fit appel de ces jugements au Tribunal cantonal, forte de l'autorisation que l'assemblée bourgeoisiale lui avait accordée par votation du 16 mai 1920 (475 oui - 410 non). Le Tribunal cantonal siégeant comme cour civile, réforma les jugements de première instance et admit le point de vue de la Bourgeoisie par jugements notifiés le 21 octobre 1921.

Le consorinage des Grenays fit recours au Tribunal fédéral qui refusa d'entrer en matière. Attendu « qu'il s'agissait d'une période antérieure à l'entrée en vigueur du code civil suisse, le litige était exclusivement soumis à l'application du droit cantonal ! »

Tant que ces procès furent pendants, le règlement imposé par le Conseil d'Etat ne put être appliqué, pas plus qu'il ne le fut par la suite, la situation ayant évolué entre temps. Dans un rapport présenté à M. le Chef du Département de l'Intérieur du Canton du Valais sur les inspections faites dans les alpages des communes d'Isérables, Riddes, Saxon, Vollèges et Bagnes pendant l'été 1907, le professeur DE GENDRE et le docteur H. WUILLOUD n'étaient pas tendres dans leurs commentaires.

« A Bagnes (...), règne le chaos le plus absolu dans l'administration des alpages et tant que l'état actuel ne changera pas, il est bien à craindre que tous les beaux projets d'amélioration restent à l'état de projets pour longtemps encore. Nous avons vu que les montagnes y sont divisées en fonds de meubles ; par là on entend le quantum d'actions que chaque consort possède en meubles et bâtiments sur un alpage. La propriété du fonds de meubles entraîne le droit d'herbe ou d'alpage (...). Et comme il est peu de propriétaires qui ne possèdent des fonds sur plusieurs montagnes, si ce n'est pas sur toutes à peu près, il arrive que beaucoup d'entre eux n'alpent pas deux étés de suite sur la même montagne, passant successivement de l'une à l'autre.

Il est évident qu'avec un pareil système aucune amélioration un peu sérieuse ne peut se faire, personne n'ayant intérêt à faire des frais pour ceux qui viendront l'année suivante. » (1908 : page 68)

Le 6 avril 1930, l'assemblée bourgeoisiale acceptait, par 490 oui contre 288 non, un nouveau « Règlement des montagnes » dont les 6 premiers articles énoncent les principes généraux du mode de jouissance :

Article premier : Les avoirs bourgeoisiaux de la Commune de Bagnes se composent des montagnes ou alpages ci-après indiqués :

1) Sez-Blans, Mille, Servay, Laly-Serith, Corbassières, Bocheresse, Lalliaz, Chermontanaz, Vingt-huit-Torrembet, Giétroz, Matzeriaz, Vasevey, Crêt, Louvie, Les Greneys, La Chaux, Vacheret, Les Grands-Plans, La Marlenaz, avec les terrains indivis entre les Communes de Bagnes, d'Orsières et de Liddes ;

- 2) de toutes les forêts bourgeoises situées sur le territoire de la Commune, y compris les forêts sur Saxon et celles des Etablons sur Riddes ;
- 3) des communaux appelés « mayentzes », sis à proximité des montagnes ou des forêts ;
- 4) des carrières exploitées ou à exploiter sur les terrains appartenant à la Bourgeoisie ;
- 5) de la Maison Communale ;
- 6) des capitaux bourgeois ;
- 7) de tous les autres avoirs que la loi désigne comme propriété bourgeoise.

Article 2 : le présent règlement ne s'applique qu'à la jouissance des montagnes ou alpages ; un règlement forestier, indépendant du présent, règle l'exercice du droit de jouissance en matière forestière.

Le Conseil Bourgeois a la haute direction, la surveillance et la police générale. Il prend fait et cause, au nom de tous les bourgeois, contre toute action en procès revendiquant un droit quelconque de propriété sur les montagnes ou alpages, sauf dans les difficultés qui pourraient surgir entre consorts.

Article 4 : chaque montagne sera laissée en jouissance aux consortages établis au moment de l'adoption du présent règlement et cela dans les limites existantes, sous réserve de ce qui est prévu aux articles suivants .

Toutefois, le conseil se réserve de prendre toutes mesures utiles en cas d'accaparement de droits de fonds de meubles, ou d'exploitation préjudiciable aux bourgeois.

Article 5 : les meubles et immeubles bâtis des montagnes bourgeoises appartiennent aux consorts, à l'exception de ceux de Louvie, du Crêt, de Chermontanaz et de La Marlénaz qui sont présentement propriété bourgeoise.

Dès l'entrée en vigueur du présent règlement, les meubles et immeubles bâtis des montagnes de La Marlénaz, du Crêt, de Chermontanaz et de Louvie seront vendus aux enchères publiques pour devenir également la propriété des consorts bourgeois, lesquels seront seuls admis à concourir aux dites enchères. Le fonds de ces alpages reste toutefois propriété bourgeoise.

Un cahier des charges prévoyant le mode et les conditions d'enchères sera élaboré par les soins du Conseil communal.

Article 6 : les consortages seront en tous points assimilés aux autres biens privés, c'est-à-dire que chacun d'eux payera en décharge de la Bourgeoisie, les impôts (communal, cantonal, fédéral), d'après sa valeur cadastrale.

Cette disposition ne préjudicie en rien aux droits de propriété de la Bourgeoisie.

Il sera perçu en outre pour toute pièce de bétail bovin (vaches, génisses, veaux) paissant sur les alpages ou sur les pâturages communaux une taxe appelée « taille » qui sera de 70 centimes ; pour les chèvres et les moutons cette taxe est de 30 centimes. Quant au bétail étranger, la taxe sera fixée annuellement.

De 1953 au 12 janvier 1957, un conflit opposa la Bourgeoisie au consortium de Charmotane au sujet du partage du montant versé par les FMM (Forces Motrices de Mauvoisin) pour les terrains d'alpage inondés par le bassin d'accumulation de Mauvoisin. Un procès fut évité de justesse et la répartition de l'indemnité en parts égales, « à la Salomon » n'a, en fait, pas résolu le fond du problème ; que vaut la nu-propriété et que vaut la jouissance dans le cas très particulier des alpages de Bagnes ?

La carrière de pierre ollaire de Bocheresse était aussi une source de revenus non négligeable pour la Bourgeoisie. En 1904, sa location était adjugée pour le prix de 8210 francs pour une période de 4 ans. C'est de cette carrière que sont issus tous les poêles que l'on désigne sous le nom de « bagnards ». Délaissés lors de l'introduction d'autres modes de chauffage, les « bagnards » connaissent actuellement un regain de faveur, mais se font de plus en plus rares.

Forces hydrauliques

Le 29 juillet 1898, soit 2 mois après l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur les forces hydrauliques, la Commune de Bagnes accordait au « Consortium des forces hydrauliques de Bagnes, Spagnoli, Closuit et Compagnie, la concession des forces hydrauliques de la Dranse, de Fionnay à la grande digue de Champsec », et cela pour une durée de nonante ans.

Le 5 août de la même année, le Conseil d'Etat homologuait la concession. Les travaux n'ayant pas été commencés dans les délais, la concession fut prolongée de 5 ans le 28 septembre 1902. Le 12 septembre 1908, la commune passait avec la « Société pour l'utilisation des Forces Motrices de la Dranse » qui avait succédé au « Consortium des Forces Hydrauliques de Bagnes » un nouvel acte de concession valable 3 ans, prolongé de 5 ans le 16 juillet 1911.

En vertu de cette dernière prolongation, les travaux devaient être commencés pour le 5 août 1916. Ils le furent effectivement et se poursuivirent jusqu'en 1921, date où ils furent abandonnés. Ces travaux furent entrepris par la Société d'Energie électrique du Valais, ayant droit de la concession Fionnay-Champsec. Dès le 5 août 1921, une redevance fut payée à la commune pour ne pas laisser éteindre la concession.

Par acte du 27.10.1922, homologué le 10 novembre 1922, l'E.O.S. reprenait les concessions et propriétés de la Société d'Energie électrique du Valais dans la Commune de Bagnes. Cette société termina les travaux en 1929 et l'usine de Champsec fut officiellement mise en marche le 1^{er} janvier 1930.

Le 5 décembre 1902, la commune accordait à la « Société d'électricité de Bagnes », le droit d'utilisation complète des forces hydrauliques pour la production de l'énergie électrique et de la lumière :

- a) des torrents de Verbier ;
- b) de la Gura de Louye.

La durée de la concession était de 99 ans. Le torrent de Verbier alimenta l'usine du Tombay qui fournit la lumière électrique à la commune jusqu'à la mise en service de l'usine de Champsec. La Gura de Louye retomba dans le domaine public jusqu'au 28 octobre 1917 où elle fut concédée, dès ses sources jusqu'au confluent de la Dranse, à la Société d'Energie électrique du Valais.

Cette concession fut également reprise par l'EOS en 1922.

Le 3 mai 1907, une concession était accordée à MM. Maurice TROILLET et Jules TISSIERES pour les forces hydrauliques de la Dranse, du Sommet de la grande digue de Champsec à la limite des communes de Vollèges et de Sembrancher. Elle resta sans suite.

Le 23 février 1908, le Conseil municipal de la Commune de Bagnes accorda « aux demandeurs en concessions du Chemin de fer Sembrancher-Bagnes-Aoste, les concessions gratuites suivantes :

- a) des forces motrices de la Dranse depuis Fionnay jusqu'à la frontière italienne ;
- b) des terrains bourgeoisiaux sur le tracé de la voie. »

L'assemblée primaire ratifia cette concession le 8 novembre 1908 mais le Chemin de fer Bagnes-Aoste « dérailla » avant d'entrer en gare.

La ligne projetée partait de la gare de Sembrancher (ligne Martigny-Orsières) et traversait la Commune de Bagnes dans toute sa longueur pour rentrer dans le tunnel de faite au Lancey, elle débouchait à Bionnaz et traversait la Vallée de Valpeline pour se souder au chemin de fer italien, à Aoste. Le devis était de l'ordre de 47 millions de francs.

Il aura fallu attendre les grands travaux de Mauvoisin pour inaugurer le 11 août 1953 une ligne de chemin de fer à voie normale arrivant jusqu'au Châble.

Après avoir transporté des milliers de tonnes de ciment, elle conduit actuellement des centaines de skieurs au départ de la télécabine « Le Châble-Verbier-Les Attelas ».

Pendant la 2^e Guerre mondiale, un Bagnard de génie, l'ingénieur Albert MARET eut l'idée de construire un grand barrage à Mauvoisin et cela malgré une expertise absolument négative effectuée en 1930 par l'ingénieur de Cocatrix. Ecoutez plutôt : « La création d'un bassin d'accumulation par un grand barrage à Mauvoisin *n'a pas de valeur pratique*. Il résulte de cette étude que la Commune de Bagnes doit se montrer peu exigeante pour la vente de la force hydraulique de Mauvoisin ; *l'idée d'une grosse accumulation doit être abandonnée.* »

Absolument convaincu du contraire, contre vents et marées, avec une obstination bien bagnarde, Albert MARET établit un projet et obtint de la Commune de Bagnes une concession à son nom par une votation de l'assemblée primaire du 21 octobre 1945. La votation donna les résultats suivants : 749 oui, 78 non.

Un acte du 13 octobre 1947 accorda à la Société des Forces Motrices du Val de Bagnes, ayant-droit d'Albert MARET, la concession de « l'ensemble des Forces hydrauliques non encore concédées ou retombées à la date de la concession dans le domaine public, du bassin de la Dranse et de

ses affluents, comprises entre la frontière italienne et les confins de la commune ».

Cette concession, d'une durée de 80 ans dès la mise en marche de l'usine, fut homologuée par le Conseil d'Etat le 7 septembre 1948.

Il n'est pas possible dans le cadre de ce modeste résumé, de relater toutes les difficultés qu'il fallut vaincre pour réaliser ce gigantesque travail. Les Forces Motrices de Mauvoisin (FMM), qui avaient repris le projet, inaugurèrent le barrage le 18 septembre 1958. Qu'il me soit permis, en passant, de rendre à Albert MARET l'hommage qu'il mérite et de le remercier pour tout ce qu'il a fait pour sa commune et pour le pays tout entier.

Une autre conséquence bénéfique de la construction de Mauvoisin fut l'aménagement de l'acqueduc Louvie - La Chaux - Pas du Lein : L'acte de concession réservait la fourniture d'eau d'irrigation pour les coteaux de la rive droite en 2 points situés entre le torrent de Fregnoley et la Pierre à Voir. Le projet initial pour l'aménagement de Mauvoisin prévoyait un seul palier avec une galerie d'amenée pour l'usine d'Ecône à la cote 1760 environ.

La modification du projet et sa réalisation en deux paliers modifia les données du problème, l'eau d'irrigation ne pouvant plus être fournie à la cote prévue. D'autre part, à la suite du percement de la galerie Fionnay-Riddes, de nombreuses sources tarirent. Après de laborieux pourparlers entre les FMM, l'Etat, et les communes de Bagnes et de Vollèges, l'idée de la création d'un bassin d'accumulation à Louvie fut définitivement admise.

Sa construction a résolu le problème de la fourniture d'eau potable à Verbier et à Vollèges, ainsi que celui de l'irrigation de la rive droite de Bagnes et de toute la Commune de Vollèges. Elle a facilité l'exécution du remaniement parcellaire qui fut décidé par un vote de l'assemblée constitutive du 10 mars 1963.

Ce vote donna les résultats suivants :

Nombre de propriétaires	: 2274	Surface totale	: 14 851 217 m ²
Acceptants présents	: 333	Surface	: 3 257 775 m ²
Acceptants absents	: 1337	Surface	: 6 985 270 m ²
Refusants	: 604	Surface	: 4 608 172 m ²

Parallèlement à la création de Mauvoisin, sur un autre point de la grande commune, un nouveau miracle allait se produire.

Verbier, l'incomparable terrasse vouée depuis des siècles à la production herbagère et au silence hivernal, se réveillait en sursaut et essayait de rattraper le temps perdu. Elle y réussissait au-delà des prévisions les plus optimistes.

En 1928, trois pensions restent ouvertes durant la saison d'hiver. Il n'y a pas de route. Le service postal se fait à dos de mulet.

Le route atteindra Verbier-village en 1934 et Mondzeu (Verbier-station) seulement en 1948.

Le 1^{er} télésiège est inauguré le 28.12.1950. Dès lors tout va très vite,

trop vite même pour ceux qui doivent assurer les infrastructures nécessaires à une grande station.

Mieux que n'importe quel discours, la statistique des nuitées montre l'évolution de la station :

1950-51 : 54 565 1965-66 : 445 406 1979-80 : 912 244
(Verbier 81 Edition spéciale page 11)

En face, la région de Bruson s'est aussi équipée pour la pratique du ski et des résidences secondaires s'y construisent.

Dans les mayens, les granges abandonnées par les paysans sont transformées en chalets de vacances.

Les hôtels de Fionnay, prospères au début du 20^e siècle, allèrent en déperissant et leurs propriétaires furent heureux de les céder aux Sociétés hydroélectriques qui avaient investi le site.

Par contre, l'hôtel de Mauvoisin, construit en 1862-1863, continue d'accueillir, au pied du barrage, la foule des visiteurs qui, chaque année, vient contempler cette merveille du génie humain.

Le développement touristique n'est guère concevable sans un développement préalable du réseau routier.

La loi cantonale du 18 mai 1927 concernant la construction de routes et chemins reliant les villages de montagne à la plaine et prévoyant des subsides importants donna le coup d'envoi pour de nombreuses réalisations : Le Châble-Verbier, Le Châble-Bruson, Lourtier-Fionnay, Lourtier-Sarreyer. Un réseau de routes forestières largement subventionnées vint compléter le réseau de base sur lequel se greffèrent toutes les routes construites dans le cadre du remaniement parcellaire.

Dans les limites de cette modeste étude, il convient encore de signaler que, dans sa séance du 27 avril 1907, le conseil décida « d'une manière définitive de demander l'établissement d'une ligne téléphonique à Bagnes et par conséquent d'en assumer les charges ».

Dans la séance du 14 août 1907, il est donné connaissance « d'un télégramme de la Direction des Téléphones informant que les travaux pour l'installation à Bagnes, commenceraient le 2 octobre, que nous avions à transporter les poteaux pour la ligne de Verbier. Le conseil décide de répondre qu'il ne pourra faire ce « transbordement » (sic) qu'après les vendanges de Fully » !

Signalons encore que le télégraphe avait été installé déjà à la fin du 19^e siècle.

Dans sa séance du 28 novembre 1917, le conseil propose l'installation du téléphone à la maison communale. Le 25 janvier de la même année, il avait décidé de faire installer la lumière électrique dans la salle du conseil.

J'ai tenté dans cette esquisse bien trop brève de rappeler ce que fut, sur le plan politique et économique, la vie de la commune dans cette première moitié du 20^e siècle.

Je suis conscient des lacunes qu'un lecteur exigeant ne manquera pas d'y découvrir. J'espère cependant avoir réussi à éveiller l'intérêt pour le récent passé de notre petite patrie bagnarde et avoir contribué à tirer de l'oubli certains événements particulièrement marquants.

Bibliographie

Administration communale :

1898 à 1963

Classeurs des Forces Motrices.

1900 à 1963

Livres des protocoles des séances du Conseil communal de Bagnes.

Avril 1930

Règlement des montagnes accepté par l'assemblée bourgeoise en avril 1930, signé par A. Fellay, secrétaire et le président Cyrille Gard, 8 pages.

Ducrey G. ; Patru A. ; Besson C. :

Novembre 1908

Papillon en faveur des subventions demandées pour l'établissement du *Chemin de fer international à voie normale et à traction électrique Sembrancher - Bagnes - Aoste*, lors de la votation du 8 novembre 1908 par l'assemblée primaire de Bagnes, 1 page (Fonds archives privées : Louis Fellay, Lourtier).

Gendre, Prof. F. de et Wuilloud, dr H. :

1908

Rapport présenté à M. le Chef du Département de l'Intérieur du Canton du Valais sur les inspections faites dans les alpages des communes d'Isérables, Riddes, Saxon, Vollèges et Bagnes pendant l'été 1907. Sion, 75 pages.

Troillet-Boven, Anne :

1973

Souvenirs et propos sur Bagnes. Lausanne. *Bibliotheca Vallesiana*, No 12.

Verbier 1981 :

Edition spéciale à l'occasion de la XVII^e rencontre du SCIJ du 18 au 24 janvier 1981, 26 pages.